

Point de vue

Crise financière : Moralisation ou cynisme ?

jeudi 2 octobre 2008, par [KHALFA Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er septembre 2008).

Il semble que la classe politique et le patronat aient trouvé le bouc émissaire idéal dans la crise financière : les parachutes dorés obtenus par certains patrons au moment où ils sont congédiés par leur conseil d'administration. Certes, les millions d'euros ou de dollars obtenus sont proprement scandaleux, mesurés au sort qui attend les salariés des entreprises concernées. Mais n'est-ce pas l'arbre qui cache la forêt ?

Le capitalisme néolibéral a mis en œuvre un mode bien particulier de rapport entre les actionnaires et les dirigeants d'entreprise. Pour que ces derniers se consacrent à la « création de valeur pour l'actionnaire », leur rémunération a été liée au cours de l'action, d'où l'importance prise par les stock-options dans leur rémunération. Finie donc la construction d'une stratégie de long terme, c'est le règne de la logique financière : tout ce qui fait monter la valeur de l'action et augmente les dividendes est bon, tout le reste est mauvais !

Cette logique a été légitimée par les nouvelles normes comptables internationales qui obligent à valoriser les actifs par rapport à la valeur du marché, faisant ainsi du cours de bourse l'indicateur premier de la valeur d'une entreprise et amplifiant les effets de la baisse des cours comme on le voit aujourd'hui.

Cette logique financière a eu pour conséquence une baisse continue de la part de la richesse produite revenant aux salariés, l'investissement des entreprises stagnant par ailleurs. Une récente étude de la Commission européenne indique que la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a baissé en moyenne d'environ douze points en un quart de siècle dans l'Union européenne. En France, par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982. En 2006, aux Etats-Unis, 1 % des personnes les plus riches recevaient 23 % du revenu national contre 10 % en 1982.

La stagnation, ou même dans certains pays le recul du pouvoir d'achat des salariés, pose un problème majeur pour le fonctionnement du système dans son ensemble. En effet, si pour chaque patron pris individuellement le salaire est un coût qu'il faut baisser, il est pour le capitalisme pris dans sa globalité un élément indispensable pour assurer la solvabilité de la demande.

Cette contradiction, pointée en leur temps par Marx et Keynes, est d'autant plus forte que les salariés forment l'énorme majorité de la population. Elle a été résolue pour quelques années par la fuite en avant dans l'endettement des ménages. De moins en moins de salaire et de plus en plus de dettes, tel a été le credo du capitalisme néolibéral. Aux Etats-Unis, cette logique n'a pas concerné simplement les biens immobiliers, mais aussi les dépenses courantes des ménages, notamment les plus pauvres.

Grâce à un marketing bancaire souvent à la limite de l'escroquerie et à des techniques financières « innovantes » (titrisation, réalimentation permanente du crédit, etc.), les institutions financières ont repoussé au maximum les limites possibles de l'endettement. La crise a commencé quand les ménages les plus exposés ont été dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts et elle s'est

répandue comme une traînée de poudre, les pare-feu permettant de cloisonner l'incendie ayant été détruits systématiquement par la déréglementation financière.

Que faire aujourd'hui ? Disons- le tout net, les appels à la moralisation du capitalisme feraient sourire si les conséquences majeures de cette crise n'allaient pas être supportées par la grande masse de la population, que ce soit par la socialisation des pertes des institutions financières, alors même qu'aucune taxation des profits n'est envisagée, ou avec la récession qui s'annonce.

De telles exhortations relèvent du cynisme quand elles sont le fait de responsables politiques qui, comme Nicolas Sarkozy, ont joué à fond la carte de la financiarisation de l'économie et aggravé encore les inégalités sociales. L'indécence de centaines de milliards d'argent public déversés sans négocier pour sauver le système financier ne peut, d'ailleurs, que provoquer un sentiment de révolte alors même que, pour une grande partie de la population, les besoins minimaux ne sont pas couverts.

Si l'on veut en finir avec les crises successives - une tous les deux ans depuis le début des années 1980 -, à chaque fois plus grave, c'est moins d'appels à la morale que nous avons besoin que d'un changement radical de modèle économique. Cela suppose d'abord de casser les reins à la finance, et les propositions pour le faire ne manquent pas : recloisonner les marchés financiers, imposer un contrôle public sur les institutions financières, interdire la titrisation et limiter « l'effet levier », interdire toute transaction financière avec les paradis fiscaux et des transactions de gré à gré, créer des pôles bancaires publics, etc. Mais ces mesures ne pourront prendre leur sens que si la répartition de la richesse produite est profondément modifiée.

Il faut en terminer avec les exigences actuelles de rentabilité du capital, 15 % de retour sur les capitaux propres, alors que l'accroissement de la richesse produite tourne autour de 2 %. L'augmentation de la fiscalité sur le capital, visant plus fortement les profits distribués aux actionnaires que ceux réinvestis, peut y contribuer, de même que l'augmentation de la part patronale des cotisations sociales pour financer la protection sociale.

Il s'agit en fait d'imposer un partage des gains de productivité plus favorable aux salariés permettant d'augmenter les salaires et les minima sociaux, de financer la protection sociale et les services publics et d'améliorer les conditions de vie et de travail de la population. Il est clair qu'une telle orientation ne sera pas adoptée spontanément par les classes dirigeantes. La crise actuelle en montre pourtant la nécessité et donc celle de construire les rapports de forces pour l'imposer.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 02.10.08 sous le titre « Moralisation ou cynisme ? ». LE MONDE | 01.10.08 | 13h11 • Mis à jour le 01.10.08 | 16h37.

* Pierre Khalfa est membre du conseil scientifique d'Attac, porte-parole de l'union syndicale Solidaires.